



RJCCQ

REGROUPEMENT DES JEUNES
CHAMBRES DE COMMERCE
DU QUÉBEC - RJCCQ

Mémoire présenté dans le
cadre du **Plan d'action en
entrepreneuriat 2022-
2025** au Ministère de
l'Économie et de
l'Innovation

2021

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Pour le nouveau Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec identifie les quatre problématiques suivantes:

- 01.** L'affaiblissement possible de la fibre entrepreneuriale du Québec ;
- 02.** L'inadéquation entre les soutiens financiers et programmes existants et la réalité du milieu ;
- 03.** La crise de la main-d'oeuvre ;
- 04.** L'inflation.

Pour y réagir, il propose les quatorze recommandations suivantes:

- 01.** Exempter d'impôt les salaires des fondateurs et les profits des nouvelles PME de plus d'un employé pour les deux années suivant leur création;
- 02.** Mettre en place des mesures d'aide au remboursement de la dette pour les entreprises québécoises touchées par la pandémie ;
- 03.** Lancer un concours d'innovation pour le milieu de l'éducation faisant appel au savoir de la relève d'affaires québécoise afin de réinventer l'apprentissage au Québec pour le 21^e siècle;

- 04.** Assurer un meilleur maillage entre les PME et les institutions scolaires en encourageant les initiatives de partage de ressources et d'expertises entre les deux pour contribuer à l'essor de la relève d'affaires et de l'offre d'apprentissages dans le réseau de l'éducation;
- 05.** Valoriser les initiatives de repreneuriat chez les jeunes québécois par un meilleur maillage entre les entreprises et le domaine de l'éducation afin de rendre plus visibles les secteurs en demande et les possibilités pour les jeunes entrepreneurs;
- 06.** Soutenir les initiatives structurantes de l'écosystème visant à faire rencontrer l'offre et la demande.
- 07.** Mettre en place de nouvelles mesures de soutien financier visant la croissance des entreprises, pouvant, entre autres, prendre la forme de prêts risqués à équité temporaire ou à taux avantageux ;
- 08.** Instaurer un nouveau programme provincial d'incubation, de soutien à la commercialisation et à la mise en marché des innovations québécoises en les testant dans tout son appareil étatique ;
- 09.** S'inspirer de l'initiative de la Ville de Montréal et ajoute un nouveau volet « Innovation ouverte » à son programme Innovation en adoptant des modalités similaires ;
- 10.** Faire une distinction dans ses actions entre les PME et les jeunes pousses et adapte ses programmes aux réalités de chaque catégorie d'entreprise;

- 11.** Instaurer un nouveau programme permanent de financement à la formation continue en entreprises, selon le modèle PACME, en visant les industries et apprentissages stratégiques;
- Mettre en place des programmes de soutien au recrutement à l'international, afin d'augmenter la compétitivité des entreprises sur ce marché et leur donner de meilleures chances de croître;
- 12.**
- S'appuyer sur des organismes du milieu des affaires comme le RJCCQ pour renforcer ses partenariats commerciaux à l'international par le biais d'un plus grand nombre de missions commerciales, qui permettraient aussi de recruter.
- 13.**
- Mettre en place des mesures afin d'aider les entreprises québécoises à encaisser les coûts engendrés par l'augmentation de l'inflation.
- 14.**

À PROPOS DU REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC

Depuis 29 ans, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) est un organisme à but non lucratif qui soutient et fait rayonner les jeunes gens d'affaires dans leur écosystème. En plus de sa grande étendue géographique, le RJCCQ représente plus de 13 000 jeunes entrepreneurs, cadres et professionnels âgés entre 18 et 40 ans membres de jeunes chambres de commerce et ailes jeunesse, dont 15 organisations issues de communautés culturelles. À titre de porte-voix des jeunes gens d'affaires, le RJCCQ veille à soutenir leurs ambitions afin de créer un Québec plus prospère et inclusif.

Les trois objectifs prioritaires du RJCCQ sont :

- Représenter et soutenir les intérêts des jeunes gens d'affaires auprès d'intervenants publics et privés ;
- Encourager le développement des jeunes chambres de commerce à travers le Québec ;
- Renforcer la synergie et l'échange entre ses membres.



INTRODUCTION

Ce mémoire, déposé dans le cadre des consultations à cet effet, présente la perspective du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec quant au Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025 du gouvernement du Québec. Ce faisant, il expose les quatre problématiques qu'il a identifiées comme étant les plus importantes pour les entrepreneurs de la province, en plus de proposer plusieurs pistes de solution pour chacune d'entre elles. Rédigé à la suite d'une consultation extensive des jeunes gens d'affaires et d'acteurs importants du milieu, ce mémoire vise à conscientiser le gouvernement quant aux priorités, obstacles et inquiétudes des jeunes entrepreneurs du Québec.

Depuis maintenant près de deux ans, les jeunes gens d'affaires du Québec font face à une situation sans précédent, qui vient affecter jusqu'à la fibre entrepreneuriale de la province. Par le biais de ce futur plan, qui vise avant tout la flexibilité et l'agilité pour supporter l'entrepreneuriat, le gouvernement, aux yeux du RJCCQ, possède une occasion singulière d'arrimer son action aux besoins réels du milieu et d'ainsi supporter la croissance, la prospérité et l'innovation à travers toute la province. Évidemment, ce plan étant rédigé dans un contexte exceptionnel de pandémie, les mesures qu'il contiendra devront être conçues en conséquence, afin de permettre à la province d'avoir une relance forte, verte et inclusive.

PREMIÈRE PROBLÉMATIQUE: LA FIBRE ENTREPRENEURIALE

Le premier objectif préliminaire du Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025 du gouvernement est d'encourager la création, le développement, le transfert et la pérennité des entreprises sur le territoire québécois. Cette action est primordiale pour assurer la croissance future, la création d'emplois d'avenir et supporter l'innovation. Or, la première problématique identifiée par le RJCCQ y est directement liée: une action urgente est nécessaire afin de faire grandir la fibre entrepreneuriale du Québec.

En 2018, le taux de création d'entreprises du Québec s'élevait à 10,8 %, un taux significativement plus bas que celui de la Colombie-Britannique (14,3 %), les Prairies (14 %) et l'Ontario (13,6 %). De même, avec 27 entreprises par millier d'habitants, le Québec a le taux le plus bas d'entreprises du pays (Ministère de l'Économie et de l'Innovation, 2018). Or, cette situation n'est pas nouvelle: le taux de création d'entreprises stagne en bas de 11 % au Québec depuis 2009 (Ibid.). Bien que le Plan d'action 2017-2022 Oser entreprendre du gouvernement du Québec ait cherché à remédier à la situation, la pandémie actuelle et les difficultés économiques engendrées par celle-ci font en sorte que quatre sous-problèmes distincts peuvent être observés (Gouvernement du Québec, 2017).

1.1. LA CRÉATION DE NOUVELLES ENTREPRISES

Améliorer le taux de création d'entreprises au Québec devrait être une priorité du gouvernement provincial pour son plan. Or, avec la pandémie, le faire est plus risqué que jamais. Par conséquent, **le RJCCQ recommande au gouvernement du Québec d'exempter d'impôt les salaires des fondateurs et les profits des nouvelles PME de plus d'un employé pour les deux années suivant leur création.** Cette mesure, présentée pour la première fois à la suite du Forum économique de la relève d'affaires 2021, aurait le potentiel d'offrir un incitatif inédit pour les entrepreneurs qui hésitent à se lancer.

Selon une étude d'impact économique menée par *AppEco* et publiée en septembre 2021, la mesure, qui est une alternative à une dépense active en suggérant un congé fiscal, pourrait augmenter la liquidité des nouvelles PME de plus d'un employé, ce qui réduirait les risques financiers, permettrait plus de réinvestissements à l'intérieur de l'entreprise, diminuerait la charge administrative, augmenterait la durée de vie et le taux de survie des nouvelles entreprises et viendrait aussi soutenir leur croissance.

Selon Virginie Gosselin, Présidente de PG Jointoyeur, une entreprise de construction de la Beauce de 30 employés, "le taux d'imposition nous empêche d'investir dans plusieurs branches de la compagnie." Pour une nouvelle entreprise, l'imposition de leurs profits représente un obstacle encore plus important: par conséquent, avec un congé fiscal, le gouvernement pourrait encourager le réinvestissement dans celle-ci.

13 000 propriétaires et 9 500 nouvelles PME seraient touchées par la mesure, qui entraînerait la création d'environ 1000 emplois et une augmentation de 261 M\$ au PIB, sur une perte fiscale de 234 M\$ pour le Québec, soit une augmentation de 12 M\$. Cette mesure pourrait être particulièrement porteuse pour les secteurs du tourisme, de l'hébergement et de la restauration, en plus d'avoir le potentiel d'accroître la taille et la croissance des jeunes entreprises.

1.2. L'ENDETTEMENT

La pérennité - soit le taux de survie - des entreprises québécoises est l'une des préoccupations du plan. Or, celle-ci est directement impactée par la solvabilité des entreprises et leur taux d'endettement. En juillet 2020, la FCEI estimait déjà que les PME québécoises avaient accumulé des dettes afin de passer au travers de la crise de plus de 21,3 milliards \$ au total (FCEI, 15 juillet 2020). En août 2021, ces chiffres furent révisés à la hausse: la dette moyenne s'élèverait à près de 170 000 \$ et jusqu'à 333 174 \$ dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (Agence QMI, 31 août 2021). Or, ces dettes pourraient prendre des années à être remboursées et signifier l'éventuelle fermeture de nombreuses entreprises. Toujours selon la FCEI, un quart des entrepreneurs en hébergement et en restauration craignent ne jamais pouvoir régler leurs dettes (*Ibid.*).

Dans une situation où une majorité des entreprises n'enregistrent pas des revenus normaux, surtout dans les secteurs les plus affectés, il s'agit d'une situation potentiellement catastrophique. Au FERA 2021 et durant les consultations prébudgétaires 2021, le RJCCQ sonnait déjà l'alarme sur la question. Par conséquent, **il recommande au gouvernement du Québec de mettre en place des mesures d'aide additionnelles au remboursement de la dette pour les entreprises québécoises touchées par la pandémie.**

Par exemple, lors du FERA 2021, il était suggéré d'alléger le fardeau d'endettement des PME en éliminant le taux d'intérêt sur les prêts leur ayant été consentis par les gouvernements depuis le début de la pandémie et en prolongeant le délai avant la date à laquelle elles devront commencer à les rembourser.

1.3. LA PASSATION DE L'EXPERTISE

La passation de l'expertise entrepreneuriale entre les générations est essentielle pour le premier objectif du plan.

Selon Lucie Murray de Mercure Management, "le maillage entre les PME et les institutions est primordial, mais le mentorat aussi. La transmission du savoir-faire entrepreneurial au Québec devrait être une priorité."

De nombreuses initiatives existent déjà au sein de l'action gouvernementale et le RJCCQ réitère sa recommandation que le gouvernement lance un concours d'innovation pour le milieu de l'éducation faisant appel au savoir de la relève d'affaires québécoise afin de réinventer l'apprentissage au Québec pour le 21^e siècle et que le gouvernement assure un meilleur maillage entre les PME et les institutions scolaires en encourageant les initiatives de partage de ressources et d'expertises entre les deux pour contribuer à l'essor de la relève d'affaires et de l'offre d'apprentissages dans le réseau de l'éducation, tel que suggéré dans son livre blanc sur la relance publié en 2020.

1.4. LE TRANSFERT D'ENTREPRISES

Enfin, l'un des plus grands enjeux au sein de la première problématique se retrouve au niveau du transfert des entreprises: le repreneuriat. Au cours des prochaines années, un nombre grandissant de chefs d'entreprises devraient se diriger vers la retraite. Ces PME occupant une place importante dans l'économie, il est primordial que le gouvernement du Québec mette en place des mesures pour soutenir cette activité afin d'éviter un trop grand nombre de fermetures qui pourraient endommager l'économie québécoise et ralentir la croissance.

Des milliers d'entreprises devront être reprises: par conséquent, **le RJCCQ recommande de valoriser les initiatives de repreneuriat chez les jeunes québécois par un meilleur maillage entre les entreprises et le domaine de l'éducation afin de rendre plus visibles les secteurs en demande et les possibilités pour les jeunes de reprendre, en même temps de soutenir les initiatives structurantes de l'écosystème visant à faire rencontrer l'offre et la demande.**

Rappel des recommandations pour la première problématique:

- 01.** **Exempter** d'impôt les salaires des fondateurs et les profits des nouvelles PME de plus d'un employé pour les deux années suivant leur création ;
- 02.** **Mettre en place** des mesures d'aide au remboursement de la dette pour les entreprises québécoises touchées par la pandémie ;
- 03.** **Lancer** un concours d'innovation pour le milieu de l'éducation faisant appel au savoir de la relève d'affaires québécoise afin de réinventer l'apprentissage au Québec pour le 21^e siècle ;
- 04.** **Assurer** un meilleur maillage entre les PME et les institutions scolaires en encourageant les initiatives de partage de ressources et d'expertises entre les deux pour contribuer à l'essor de la relève d'affaires et de l'offre d'apprentissages dans le réseau de l'éducation ;
- 05.** **Valoriser** les initiatives de repreneuriat chez les jeunes québécois par un meilleur maillage entre les entreprises et le domaine de l'éducation afin de rendre plus visibles les secteurs en demande et les possibilités pour les jeunes repreneurs
- 06.** **Soutenir** les initiatives structurantes de l'écosystème visant à faire rencontrer l'offre et la demande pour augmenter les transferts d'entreprise.

DEUXIÈME PROBLÉMATIQUE: L'INADÉQUATION ENTRE LES SOUTIENS FINANCIERS EXISTANTS ET LA RÉALITÉ DU MILIEU

Les deux objectifs préliminaires suivants du Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025 du gouvernement du Québec sont d'abord de rendre accessibles et disponibles de services de qualité aux entrepreneurs et d'ensuite favoriser l'émergence et l'adoption de modèles d'affaires innovants et écoresponsables. La deuxième problématique identifiée par le RJCCQ et ses membres au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois actuel concerne le premier de ces deux objectifs, tandis que les solutions suggérées pourraient permettre de favoriser l'atteinte du deuxième. Actuellement, il existe une inadéquation entre les soutiens financiers existants et les services offerts et la réalité du milieu des affaires.

Par conséquent, des correctifs devraient être apportés à l'intérieur du prochain plan afin de s'assurer que l'ensemble de l'action gouvernementale corresponde à la réalité des entrepreneurs. Ces correctifs pourraient se manifester de trois manières distinctes. D'abord, par le soutien à la croissance. Ensuite, par l'adoption par le gouvernement du Québec de l'innovation ouverte comme solution novatrice d'entrepreneuriat et en l'encourageant dans ses programmes. Finalement, par l'adaptation des services existants à la réalité du terrain.

2.1. SOUTENIR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Le Québec possède actuellement de nombreux programmes financiers encourageant la création d'entreprises, en plus d'avoir un réseau financier de plus en plus important sur son territoire pour soutenir cette activité.

Cependant, selon Alexandre Martin, Président-directeur général d'UEAT, une entreprise du domaine des technologies de 110 employés basée dans la Capitale-nationale, "l'argent pour démarrer une entreprise est là, mais il existe un manque lorsqu'une entreprise se rend au stade de la croissance. C'est la vallée de la mort. Soit les entreprises meurent, soit elles acceptent du mauvais financement."

Par conséquent, **le RJCCQ recommande que le gouvernement du Québec mette en place de nouvelles mesures de soutien financier visant la croissance des entreprises, pouvant, entre autres, prendre la forme de prêts risqués à équité temporaire ou à taux avantageux.**

Il existe donc un réel besoin pour de nouvelles mesures de soutien pour les entreprises québécoises à la phase de la pré-commercialisation et de commercialisation. Tel qu'expliqué dans le livre blanc du FERA 2021, le gouvernement du Canada a déjà mis en place des mesures par le passé pour aider les entreprises canadiennes sur cet enjeu. Avec le Programme d'innovation Construire au Canada (PICC), puis avec son successeur Solutions innovatrices Canada (SIC), le gouvernement fédéral met à contribution l'entièreté de l'appareil bureaucratique fédéral pour tester les innovations canadiennes en les injectant dans ses agences par le biais de projets pilotes, offrant un environnement de test concret. Le programme Solutions innovatrices Canada sert donc de laboratoire vivant pour les innovateurs canadiens. **Le RJCCQ réitère donc sa demande que le gouvernement du Québec s'inspire du SIC afin d'instaurer un nouveau programme provincial d'incubation, de soutien à la commercialisation et à la mise en marché des innovations québécoises en les testant dans tout son appareil étatique.**

2.2. L'INNOVATION OUVERTE COMME SOLUTION NOVATRICE

Dans son mémoire sur la *Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2022*, le RJCCQ a suggéré que l'innovation ouverte soit une stratégie d'innovation sur laquelle il devrait s'appuyer pour soutenir la croissance économique de la province. Dans ce mémoire, il suggère qu'il pourrait aussi s'agir d'une stratégie gagnante de l'encourager pour le gouvernement afin de soutenir l'innovation, mais aussi d'adapter le financement à la réalité du terrain. Étant "l'utilisation, en amont, de sources d'information et de connaissances externes à l'entreprise, et la multiplication, en aval, des canaux de commercialisation de ses actifs immatériels dans le but d'accélérer l'innovation," l'innovation ouverte fut l'une des thématiques du FERA 2021 (Dansereau 2009).

Notamment, l'innovation ouverte fut reconnue en 2009 comme étant une voie d'avenir par le Conseil de la science et de la technologie (Blanchette et al., 2010) et la Ville de Montréal a lancé en 2020 une subvention qui finance la commercialisation d'innovations créées grâce à un partenariat entre une entreprise émergente et une organisation partenaire déjà bien établie (Ville de Montréal, 2020). Dans le présent mémoire, **le RJCCQ recommande à nouveau au gouvernement du Québec de s'inspirer de l'initiative de la Ville de Montréal et ajoute un nouveau volet « Innovation ouverte » à son programme Innovation en adoptant des modalités similaires.** Le gouvernement pourrait s'appuyer sur des organisations comme le RJCCQ pour initier un plus grand nombre de ces partenariats qui pourraient être à même de soutenir la croissance de la province.

2.3. ADAPTER LES SERVICES À LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Il existe actuellement une foule de programmes et de services pour soutenir les entrepreneurs du Québec. Cependant, deux problèmes se manifestent. Le premier est que le gouvernement du Québec ne fait que rarement la distinction, à l'heure actuelle, entre les jeunes pousses et les PME normales. Or, elles sont différentes et ont des besoins différents, les jeunes pousses étant des entreprises innovatrices ayant un fort potentiel de croissance. Par conséquent, **le RJCCQ recommande dans un premier temps à ce que le gouvernement du Québec fasse une distinction dans ses actions entre les PME et les jeunes pousses et adapte ses programmes aux réalités de chaque catégorie d'entreprise.**

Rappel des recommandations pour la deuxième problématique:

- 07. Mettre en place** de nouvelles mesures de soutien financier visant la croissance des entreprises, pouvant, entre autres, prendre la forme de prêts risqués à équité temporaire ou à taux avantageux ;
- 08. Instaurer** un nouveau programme provincial d'incubation, de soutien à la commercialisation et à la mise en marché des innovations québécoises en les testant dans tout son appareil étatique ;
- 09. S'inspirer** de l'initiative de la Ville de Montréal et ajoute un nouveau volet « Innovation ouverte » à son programme Innovation en adoptant des modalités similaires ;
- 10. Faire** une distinction dans ses actions entre les PME et les jeunes pousses et adapter ses programmes aux réalités de chaque catégorie d'entreprise.

TROISIÈME PROBLÉMATIQUE: LA PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE

Lors de ses consultations à l'intérieur de l'écosystème entrepreneurial québécois, la troisième problématique soulevée par les différents intervenants consultés fut, sans surprise, celle de la pénurie de main-d'œuvre. En particulier, le manque de main-d'œuvre non qualifiée est un frein important pour les PME québécoises: en juillet, 30 % d'entre elles estimaient que la situation entravait leur capacité de produire ou de vendre selon la FCEI (FCEI 2020). Cette situation, problématique et amplifiée par la pandémie, ne devrait qu'être empirée par plusieurs autres tendances importantes, dont le vieillissement de la population. Dans son plan, il est donc nécessaire que le gouvernement du Québec s'attaque à ce problème de front, tant au niveau de la main-d'œuvre qualifiée que de celle non qualifiée.

En effet, selon Julien Brault, président et fondateur de Hardbacon, une entreprise du domaine des technologies de Montréal ayant 10 employés, *"la main-d'oeuvre est rendue inabordable en raison de la pénurie qui presse à la hausse les salaires. Il est maintenant difficile de recruter à un salaire raisonnable, d'autant plus que le recrutement international est devenu plus ardu."*

À cette fin, le RJCCQ suggère trois solutions distinctes pouvant s'attaquer à différentes facettes de la problématique. Dans un premier temps, le recrutement externe à une entreprise étant difficile, le gouvernement devrait agir afin de faciliter le recrutement interne et le développement des compétences des employés au sein même d'une entreprise. **Le RJCCQ recommande donc à nouveau, comme lors du FERA 2021, l'instauration d'un nouveau programme permanent de financement à la formation continue en entreprises, selon le modèle PACME, en visant les industries et apprentissages stratégiques.**

Augmenter la compétitivité du recrutement québécois sur les marchés internationaux de l'emploi est une seconde manière de s'attaquer à la problématique. En effet, avec la montée du télétravail, les entrepreneurs doivent être capables d'aller recruter à l'international, en sachant que le talent québécois peut aussi être recruté par des entités étrangères tout aussi facilement. **Le RJCCQ recommande donc la mise en place de programmes de soutien au recrutement à l'international, afin d'augmenter la compétitivité des entreprises sur ce marché et leur donner de meilleures chances de croître. Enfin, le RJCCQ recommande aussi au gouvernement de s'appuyer sur des organismes du milieu des affaires comme le RJCCQ pour renforcer ses partenariats commerciaux à l'international par le biais d'un plus grand nombre de missions commerciales, qui permettraient aussi de recruter.**

Rappel des recommandations pour la troisième problématique:

- 11.** **Instaurer** un nouveau programme permanent de financement à la formation continue en entreprises, selon le modèle PACME, en visant les industries et apprentissages stratégiques
- 12.** **Mettre en place** des programmes de soutien au recrutement à l'international, afin d'augmenter la compétitivité des entreprises sur ce marché et leur donner de meilleures chances de croître ;
- 13.** **S'appuyer** sur des organismes du milieu des affaires comme le RJCCQ pour renforcer ses partenariats commerciaux à l'international par le biais d'un plus grand nombre de missions commerciales, qui permettraient aussi de recruter.

QUATRIÈME PROBLÉMATIQUE: L'INFLATION

Enfin, la quatrième et dernière problématique soulevée par les entrepreneurs consultés par le RJCCQ et les organismes travaillant à l'intérieur de l'écosystème fut l'inflation, particulièrement pour les entreprises œuvrant dans le domaine de l'hébergement et de la restauration. Avec l'inflation à son plus haut point en dix ans (3,7 %), il est raisonnable de s'attendre à ce que certains éléments qui l'influencent diminuent, particulièrement ceux liés à la pandémie actuelle (Vincent Rességuier, 25 août 2021). Cependant, d'autres éléments qui nourrissent l'inflation sont à plus long terme et concernent principalement les denrées.

Selon Élisabeth Abbatiello, directrice des communications de Pizza Salvatore, une chaîne de restauration employant 1400 personnes dans la Capitale-nationale, *"l'inflation est vraiment problématique: en 8 mois, le coût de nos denrées a augmenté de 15 %. On ne peut pas augmenter nos prix de manière aussi brutale pour suivre, alors c'est notre marge de profit déjà limitée qui est grugée."*

Il est donc nécessaire **que le gouvernement du Québec mette en place des mesures afin d'aider les entreprises québécoises à encaisser les coûts engendrés par l'augmentation de l'inflation.**

Rappel de la recommandation pour la quatrième problématique:

- 14.** **Mettre en place** des mesures afin d'aider les entreprises québécoises à encaisser les coûts engendrés par l'augmentation de l'inflation.

CONCLUSION

Ce mémoire a exposé les quatre problématiques principales auxquelles les entrepreneurs font face, identifiées par le RJCCQ durant ses consultations avec des acteurs du milieu entrepreneurial québécois, de même que quatorze recommandations différentes pouvant aider le gouvernement à s'y attaquer.

Le Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025 est une occasion parfaite pour le gouvernement de réagir aux tendances actuelles, préparer le terrain pour le futur et de renforcer l'esprit entrepreneurial québécois afin d'assurer une relance économique forte.

Le RJCCQ, par ce mémoire, propose sa contribution au débat public sur cet enjeu. Son souhait est qu'à sa lecture, les décideurs publics soient sensibilisés à la réalité des jeunes gens d'affaires, qui ne peuvent être ignorés dans la planification de l'économie québécoise de demain.



BIBLIOGRAPHIE

Action Canada. Innovation ouverte au Canada : réinventer la collaboration, 2016. <http://www.actioncanada.ca/wp-content/uploads/2016/02/Task-Force-2-OpenInnovation-FR.pdf>

Agence QMI. Répercussion de la COVID : les PME canadiennes ont accumulé une dette de 139 milliards \$. Journal de Montréal, 31 août 2021. <https://www.journaldemontreal.com/2021/08/31/repercussion-de-la-covid--les-pme-canadiennes-ont-accumule-une-dette-de-139-milliards>.

Association des directeurs de recherche industrielle du Québec. Québec, Pôle d'innovation mondial : Mythes et réalités, Observations et recommandations, 28 octobre 2014. https://adriq.com/wp-content/uploads/2016/12/recommandation_et_observations_-_rapport_adriq_2014.pdf.

Blanchette, Richard, Golovan, Iryna et Lise Santerre. Innovation ouverte, Enjeux et défis pour le Québec : Rapport de conjoncture 2009. Conseil de la science et de la technologie, 2010. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs1959298>.

Dansereau, Suzanne. « L'innovation ouverte, ou comment accéder vite aux technologies, » Les Affaires, 19 septembre 2009. <https://www.lesaffaires.com/strategie-dentreprise/innovation/l-innovation-ouverte-ou-comment-acceder-vite-auxtechnologies/504114>.

FCEI. Les PME lourdement endettées en raison de la COVID-19 : la FCEI estime le montant total à 117 milliards \$ au Canada et à 21,3 milliards \$ au Québec. FCEI, 15 juillet 2020. <https://www.cfib-fcei.ca/fr/medias/communiqués-de-presse/les-pme-lourdement-endettees-en-raison-de-la-covid-19-la-fcei-estime>.

Gouvernement du Canada. Les nouvelles entreprises canadiennes : Taux de naissance et de survie au cours de la période de 2002 à 2014, mai 2018. Statistiques Canada, 2018. https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03075.html

Gouvernement du Québec. Portrait de l'entrepreneuriat au Québec. Ministère de l'Économie et de l'Innovation, 2018. <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/etudes-analyses/analyses-sur-lentrepreneuriat-et-les-pme/portrait-de-lentrepreneuriat-au-quebec/>.

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Oser entreprendre: Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat 2017-2022. Gouvernement du Québec, 2017. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/economie/publications-adm/plans-action/PL_plan_action_gouv_entrepreneuriat_MEI_2017-2020.pdf?1568661119.

Solutions Innovatrices Canada. Rapport annuel 2019-2020. Gouvernement du Canada. [https://www.ic.gc.ca/eic/site/101.nsf/vwapj/00129_fr.pdf/\\$FILE/00129_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/101.nsf/vwapj/00129_fr.pdf/$FILE/00129_fr.pdf).

Rességuier, Vincent. L'inflation pèse sur le porte-monnaie des Canadiens. Radio-Canada, 25 août 2021. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1819025/inflation-finances-canadiens-economie-pandemie>.

Ville de Montréal. Règlement établissant le programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes. 24 septembre 2020. <https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1601418273/portail/fuebz6i61ngumkcykwmj.pdf>